

## Les atteintes à la liberté de la presse se sont accrues en 2001

Reporters sans frontières publie un rapport alarmant : la répression à l'encontre des médias gagne du terrain dans de nombreux pays, même dans les démocraties, aussi bien aux Etats-Unis qu'en Europe, notamment en Italie et en Autriche

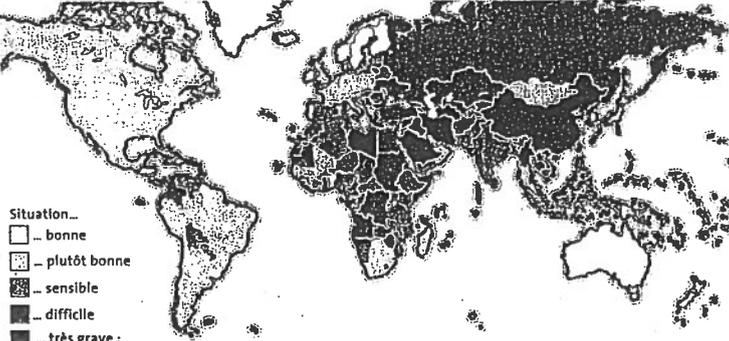
**SUR** tous les continents, l'exercice du métier de journaliste a subi de rudes attaques au cours de l'année 2001. Selon le rapport sur la liberté de la presse dans le monde, publié jeudi 2 mai par l'organisation internationale Reporters sans frontières (RSF), la situation s'est nettement dégradée.

En 2001, 31 journalistes ont été tués, que ce soit dans des zones de combat ou parce qu'ils ont été délibérément abattus pour avoir mené des enquêtes ou publié des articles sur des sujets sensibles. Ils taient 32 en 2000. Les interpellations de journalistes (489) sont en progression de 50 % par rapport à 2000 ; les menaces et agressions ont augmenté de 40 % (716 cas recensés) tandis que les actes de censure à l'encontre des médias ont crû de 28 % (378 situations signalées). Le rapport de RSF indique que « de plus en plus de journalistes sont derrière les barreaux pour avoir dénoncé une malversation, critiqué la gestion d'un responsable, ou encore exprimé des inquiétudes de quelque nature qu'elles soient, bref pour avoir fait leur métier ». Le nombre des embassiliés s'élevait à 110, fin 2001, contre 74 un an auparavant.

RSF souligne que près du tiers des habitants de la planète vivent encore dans des pays où la liberté de la presse n'est purement et simplement pas reconnue. Dans ce

### UN TIERS DES HABITANTS DE LA PLANÈTE PRIVÉ DE PRESSE LIBRE

La liberté de la presse dans le monde en 2002



**Situation...**  
□ ... bonne  
▒ ... plutôt bonne  
■ ... sensible  
■ ... difficile  
**... très grave :**  
Arabie saoudite, Bhoutan, Birmanie, Chine, Corée du Nord, Cuba, Erythrée, Guinée équatoriale, Irak, Iran, Laos, Libye, Ouzbékistan, Syrie, Turkménistan, Vietnam, Zimbabwe.

Source : Reporters sans frontières

rapport très volumineux (de 700 pages), 150 pays sont épinglés. Même si la Chine connaît une libéralisation économique sans précédent, la presse n'en reste pas moins sous la férule des dirigeants du Parti communiste. Malgré son entrée dans l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et l'obtention, des Jeux olympiques de 2008, le régime de Pékin a, selon ce rapport, plus que jamais « la voie libre pour poursuivre son occupation du

Tibet et réprimer groupes religieux, mouvements d'opposition et minorités ethniques contestataires ». A l'instar des pays communistes, bon nombre de gouvernements exercent un contrôle absolu sur l'information, qu'il s'agisse de régimes à parti unique comme la Syrie ou l'Irak, de dictatures militaires comme la Birmanie ou de monarchies comme en Arabie saoudite.

Bon nombre de pays donnent, selon RSF, l'illusion de pays démocratiques, mais il ne s'agit souvent que de « décors en carton-pâte ». C'est le cas de la Tunisie « où le régime policier du président Ben Ali contrôle d'une main de fer les médias privés et publics, exerce une répression tous azimuts et se pose en victime à chaque fois qu'il est mis en accusation ». Certains pays légalisent la répression : au Panama, un texte prévoit « des peines de prison pour « diffamation » ou « atteinte à l'honneur » ». Au Guatemala, les journalistes qui auraient une « conduite morale incorrecte en dehors de leurs fonctions » peuvent être radiés de la profession. Dans certains pays africains, la « diffusion de fausses nouvelles » ou d'« injures au chef de l'Etat » est punie de lourdes peines d'emprisonnement. Le rapport note enfin qu'en Colombie, les guérillas d'un côté et les milices paramilitaires de l'autre s'emploient à faire taire les voix qui gênent. Après des années d'amélioration, la répression a fait

un retour en force dans certains pays comme le Bangladesh, l'Erythrée, Haïti, le Népal ou le Zimbabwe. Dans les territoires occupés par l'armée israélienne, plus de 50 journalistes ont été blessés depuis le début de la seconde Intifada.

#### LA LÉGISLATION ÉVOLUE

Quelques victoires ont quand même été enregistrées. Après neuf ans d'emprisonnement, le journaliste syrien Nizar Nayyuf a été libéré, et le Birman San San Nweh a pu quitter sa prison à Rangoon. La Birmanie conserve malgré tout le triste privilège, à égalité avec l'Iran, de figurer à la première place du palmarès du nombre de journalistes emprisonnés (18). Certains pays ont fait évoluer leur législation, dans un sens favorable à la liberté de la presse. C'est le cas notamment du Chili ou du Pérou.

Malgré ces initiatives encourageantes, le rapport de RSF note que « les bavures se multiplient » dans les démocraties, en Amérique du Nord, en Asie ou en Europe. Les conséquences des attentats du 11 septembre 2001 n'ont pas fini de se faire sentir aux Etats-Unis et au Canada. Plusieurs textes de loi ont été adoptés pour lutter contre le terrorisme, certaines mesures, comme l'USA Patriot Act, remettant en cause le secret des sources ou renforçant considérablement la surveillance sur Internet. Quitte à fragiliser le principe fondamental de la libre circulation de l'information. « Dans la « guerre engagée contre les forces du mal », l'administration Bush est peu regardante sur les moyens », souligne RSF.

En Italie, où le chef du gouvernement, Silvio Berlusconi, contrôle les télévisions publiques et privées, la répression des manifestations organisées contre la mondialisation lors du sommet de Gênes,

a fait un mort et de nombreux blessés, dont 19 journalistes. Le rapport dénonce également les assassinats par des groupes armés en Espagne et au Royaume-Uni dans le cadre des conflits basque et irlandais ou encore les concentrations dans la presse écrite et les interventions sur les rédactions de l'audiovisuel public en Autriche. Pour la

#### Une Maison des journalistes en exil

Située dans le XV<sup>e</sup> arrondissement de Paris, une Maison des journalistes (MDJ), destinée à accueillir des journalistes contraints de fuir leur pays, devrait voir le jour en 2003 à l'initiative d'une association éponyme présidée par l'écrivain Jean Lacouture et le photographe Sebastiao Salgado. Imaginé en 2000 par la journaliste Danièle Ohayon et le réalisateur Philippe Spiess, ce projet est parrainé par les pouvoirs publics, le Fonds européen pour les réfugiés et 15 médias (*Paris Match*, *Le Monde*, *TF1*, *MG...*). RSF choisira les journalistes, qui bénéficieront d'un hébergement, de repas d'une assistance administrative, psychologique et médicale. Vendred 3 mai, la MDJ devait inaugurer une structure d'urgence à Bobigny (Seine-Saint-Denis) pour accueillir sept journalistes venant de Biélorussie du Yémen, du Cameroun, de Gambie et du Congo.

première fois, huit pages sont consacrées aux manquements réguliers au droit d'informer en France illustrées notamment par de mises en examen et des condamnations des journalistes. Autant de faits qui montrent que le Vieux continent est lui aussi, entraîné dans une spirale inquiétante.

Nicole Vulser

### La 12<sup>e</sup> Journée internationale de la liberté de la presse, vendredi 3 mai

Hormis le rapport annuel de Reporters sans frontières, qui a reçu le soutien financier de Vivendi Universal, plusieurs actions sont prévues :  
• Une exposition. Elle aura lieu dans le hall de la gare Saint-Lazare à Paris, vendredi 3 mai à 10 heures, et aura pour thème les « 38 prédateurs » de la liberté de la presse.

• « La collection interdite ». A travers cette initiative, la Fnac et RSF lancent une collection d'œuvres artistiques et d'ouvrages d'auteurs censurés dans leur pays (à Cuba, en Argentine et en Iran).  
• Un album de photographies. Un livre de clichés de Yann Arthus-Bertrand, qui sera vendu 6 euros chez les marchands de

journaux et dans les FNAC, permettra de mener des actions en faveur des journalistes emprisonnés et de défendre la liberté de la presse.  
• Une campagne de publicité. Baptisée « Le chien et le journal », elle a été réalisée par Bruno Avelin pour l'agence Lowe Alice.